

**LE PARLEMENT EUROPÉEN  
N'ACHÈTE PAS LES RÉFORMES  
DU MAROC ET DÉBROUSSAILLE  
AU SAHARA OCCIDENTAL OCCUPÉ**  
**Le pauvre Ghellab, président  
du Parlement marocain,  
et les euro-députés**

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Krim Ghellab, président de la Chambre des représentants du Maroc, se souviendra, sa vie durant, de son audition, hier, par les membres de la commission Affaires étrangères du Parlement européen. Les députés aux dossiers étudiés, précis, argumentant leurs propos, prennent la parole sans tapage ni cinéma préalable, n'ont rien laissé au hasard. Le pauvre Ghellab venu vendre les «réformes», le «plan d'autonomie du Sahara occidental» et d'autres balivernes, encore, s'est retrouvé sans défense, nu, désespéré à Bruxelles. Pino Archi (Italie) est le premier à tirer «vous occupez, militairement, un territoire qui ne vous appartient pas... Toutes les résolutions de l'ONU, la cour de justice de La Haye, la plupart des pays du monde ne reconnaissent pas la marocanité du Sahara...» Sans reprendre ses esprits, Ghellab se doit, encore, d'entendre le Nordique et impressionnant Ivo Vagil. «Je suis allé aux campements des réfugiés, et je peux vous dire que votre pays a créé un grand problème. Votre présence là-bas est illégale, illégitime et contraire au droit, voire au bon sens.» J. Vagil continue : «Vous fuyez le référendum aux critères, pourtant, définis, niez l'évidence et vous opérez une interminable fuite en avant.» Le pauvre Ghellab, humilié, épuisé et sonné, est contraint d'enregistrer les derniers propos de l'euro-député débusquant du Nord : «Notre Parlement a approuvé plusieurs résolutions relatives aux droits de l'Homme, aux emprisonnements, à ce qui se passe à Laâyoune, Dakhla et dans les autres cités sahraouies occupées (...) La Fondation Kennedy va dans le même sens que nous et vous ne voulez pas vous rendre à l'évidence (...)» Malika Benarab (France-Verts) : «Vous n'apportez pas de réponses d'envergure aux questions qui vous sont posées. La situation au Sahara occidental ne peut continuer ainsi. Il faut un référendum (...)» Puis, vent le tour d'Anna Gomes, (Portugal - socialiste) : «Vous ne pouvez passer sous silence le soulèvement de Gdeim Izik, ni les sévices subis par Aminatou Haider (...)» La députée lisboète assène, sûre d'elle, : «Pourquoi vous avez expulsé du Sahara occidental occupé des Norvégiens et des Espagnols ? Parce qu'ils enquêtaient sur vos pratiques ? Parce que vous avez peur de leur témoignage ? Est-ce ainsi que vous comptez défendre les réformes, vos réformes ? Et Aminatou Haider ? Et les 22 prisonniers dans vos geôles ? Et les autres à Carcel Negra (...) ?» Willy Meyer, euro-parlementaire de l'inter-groupes «Paix pour le peuple sahraoui» est une voix qui compte à Bruxelles et à Strasbourg. Mieux vaut, disent ceux qui savent la chose parlementaire européenne, l'avoir avec que contre. Willy Meyer donc prend la parole : «Le droit international ne parle pas de marocanité du Sahara (...) Vous devez vous asseoir à la table des négociations avec le Front Polisario et trouver ensemble la solution (...) Ne dites pas ici, personne ne vous croira, que le Sahara occidental appartient au Maroc. C'est comme si quelqu'un nous disait que la terre n'était pas ronde. Ce n'est pas crédible, ce n'est pas sérieux (...)»

Plusieurs autres euro-députés ont évoqué le plan James Baker que les Sahraouis ont accepté et que le Maroc a enterré, Christopher Ross, l'envoyé spécial de l'ONU que Rabat a tenté de révoquer, ensuite de déstabiliser, les richesses halieutiques de la façade Atlantique du Sahara occidental, territoire non autonome, relevant de la doctrine des Nations Unies en matière de décolonisation et que le Maroc avec la complicité de certains Etats européens exploite, sans vergogne, sans retenue. Un véritable massacre des réserves en poisson du peuple des Ténèbres. Gilles Pargneux, (socialiste-France), lobbyiste pro-marocain, a bien tenté d'enrayer la machine de la Commission affaires étrangères, d'arrêter l'engrenage parlementaire pro-sahraoui, de mettre du sable dans le moteur du droit européen, rien n'y fit, cependant. Même le pernicieux Pargneux a été obligé de parler des efforts de l'ONU et, d'une certaine façon, du droit international. L'euro-député a voulu séparer deux Maroc. Celui, selon lui, vendable qui fait des «réformes» bonnes à prendre et à encourager et l'autre, «Cachez-moi ce Maroc que je ne saurais voir», à ne pas dénoncer publiquement, à passer sous silence ses exactions, sa répression, sa colonisation du Sahara occidental. Les autres, tous les autres, ne l'ont pas évidemment entendu de cette oreille. Le Maroc ne s'attend pas à un rapport favorable du Parlement européen après l'audition du pauvre Krim Ghellab.

A. M.

**NORDINE AÏT HAMOUDA RÉPOND :**  
**«Le “nègre” de Chadli est un menteur»**

*Le rédacteur des mémoires de feu président Chadli Bendjedid, Abdelaziz Boubakir, a répliqué, hier, dans les colonnes d'un journal arabophone, aux déclarations au Soir d'Algérie de Nordine Aït Hamouda, après la parution en librairie du tome 1 desdites mémoires. Abdelaziz Boubakir s'est exercé à battre en brèche les affirmations du fils du colonel Amirouche, en soutenant notamment que ce n'est pas Nordine Aït Hamouda qui a informé Chadli de la séquestration des corps d'Amirouche et de Si El Houes. Ce à quoi Nordine Aït Hamouda réagit à travers la tribune ci-dessous.*

Le «nègre» de Chadli est un menteur. La première fois que quelqu'un a parlé de la séquestration d'Amirouche, c'était un moudjahid de la wilaya de M'sila et j'y étais présent. Le lendemain, je me suis présenté à la présidence de la République pour y informer Larbi Belkheir, alors secrétaire général de la présidence, et lui ai demandé d'informer le Président sur cette grave affaire. J'ai informé en même temps El Hadi Khediri, qui était responsable de la DGSN, Lekhal Ayat, responsable de la Sécurité militaire (SM) et le colonel Mohamed Touati, responsable adjoint de la Gendarmerie nationale. Le jour de l'inhumation d'Amirouche,

M. Messaâdia m'a demandé de rencontrer Chadli au palais Zighoud-Youcef. J'ai refusé. Depuis cette date, je n'ai cessé de me battre pour faire éclater la vérité. Ni Chadli, ni Kafi et encore moins Bouteflika n'ont jugé utile de nommer les commanditaires de ce crime qui n'est autre que Boumediène. J'ai déposé en ma qualité de député deux questions orales à l'APN et, à ce jour, le ministre des Moudjahidine refuse de répondre. C'est grâce au courage de Mehdi Cherif que la vérité sur ce crime a été révélée. Si je reconnais qu'il a fallu du courage à Chadli pour demander une enquête, il n'en demeure pas moins qu'il n'a pas eu le courage de dénoncer les crimi-

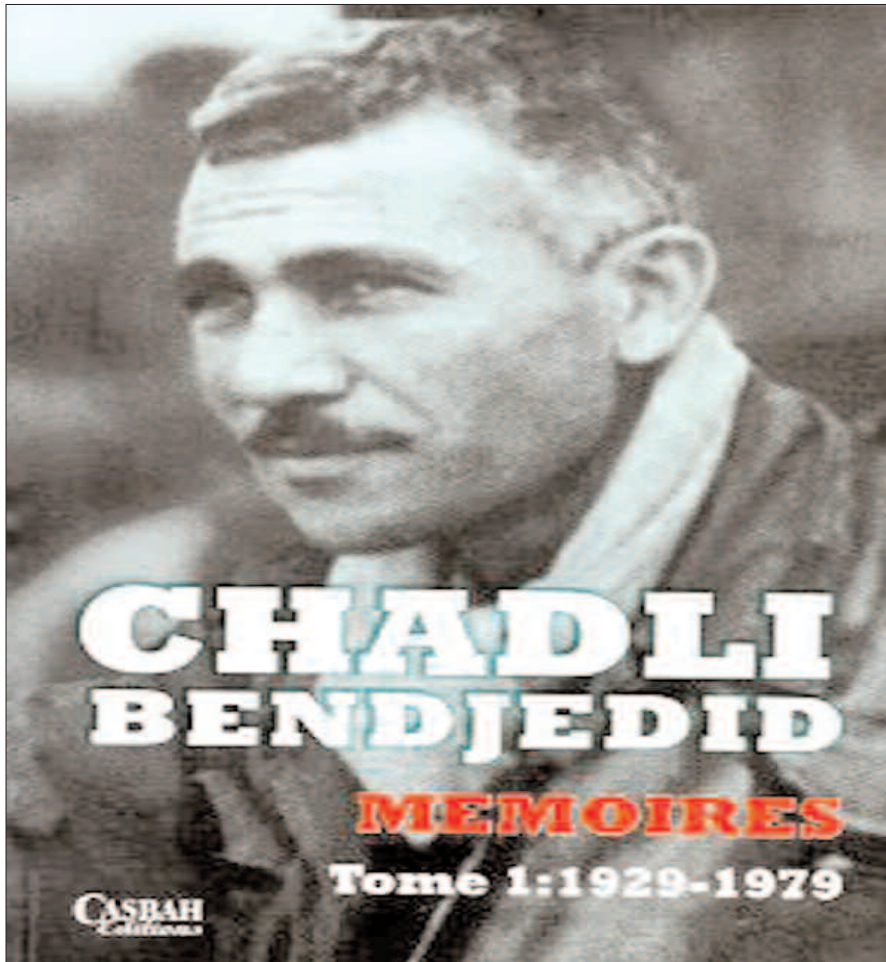


Photo : DR.

nels, parce que, au fond, ils appartiennent à la même secte. Il n'est pas dans mes habitudes de parler des morts, mais ce «nègre» doit savoir que le président Chadli avait demandé à me voir il y a quelques mois mais ni lui ni moi n'avions trouvé un moment pour le faire. Au final, cette affaire de la séquestration des corps d'Amirouche et de Si El Houès montre, à l'évidence, les méthodes maffieuses et criminelles du pouvoir algérien depuis 1962 à nos jours. Ce qui est étonnant dans cette sortie du «nègre» de Chadli, c'est qu'à aucun

moment, il ne dénonce Boumediène mais m'accuse d'utiliser cette affaire à des fins politiques. Oui, j'assume ! Cette affaire est avant tout politique. Je l'assume entièrement, chah ! Car, avant tout, il s'agit de mon père.

**P. S. :** Je viens de terminer la lecture du premier livre des mémoires de Chadli. Je me prépare à publier une tribune où je relève les inexactitudes historiques, les erreurs politiques et les mensonges.

**Nordine Aït Hamouda,**  
 **fils du colonel Amirouche**

**LEUR GESTION EST MONTRÉE DU DOIGT**  
**74% des APC déficitaires**

**Sur les 1 541 communes que compte le pays, 1 138 sont déficitaires, soit un taux de 74%. Des statistiques révélatrices du manque de maîtrise de la gestion au niveau local. Malek Serai parle d'une «catastrophe en matière de management».**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir) -** Les communes à l'honneur en ces temps d'élection sont gérées par des personnes n'ayant aucune compétence en termes de management. Le constat est de Malek Serai, consultant international qui disséquait hier le fonctionnement des APC au forum d'El Moudjahid. Il évoque ni plus ni moins une catastrophe économique, apportant la preuve par les chiffres. En 2012, pas moins de 1 249 communes sont déficitaires alors qu'en 2006, elles étaient 1 138 pour n'être que 417 en 2009 et plus qu'une dizaine en 2010. Comment expliquer cette situation ? Malek Serai s'étonne en effet de ce qu'il qualifie de «rechute» et de spirale du

déficit en dépit d'une grande implication des pouvoirs publics qui avait, en 2006, injecté l'équivalent du budget d'un petit Etat pour tenter de sauver les APC déficitaires.

L'enveloppe allouée à cet effet n'aura été d'aucune efficacité et les communes ont renoué avec le déficit. Pourquoi ? Le consultant international explique cela par le manque de compétences au niveau des communes et une totale méconnaissance des outils de gestion. Malek Serai dit avoir tenté une expérience pour disséquer la structure des listes électorales en vue des élections locales. Il dit avoir choisi au hasard dix candidats appartenant à dix partis politiques différents, soit au total 100 candidats. Résultat : même pas de quoi former une bonne équipe en mesure de bien gérer une commune. La situation est quasi identique à celle qui a prévalu lors du mandat qui se termine qui a vu l'arrivée de pas moins de 50% de candidats sans niveau universitaire à la tête des communes. Autre

preuve de la méconnaissance des subtilités de la gestion au niveau local, la forte proportion d'élus et de maires poursuivis en justice. Entre 2007 et 2012, 165 maires ont été poursuivis par la justice pour mauvaise gestion ou corruption. Tous ne sont pas forcément animés de mauvaise intention, affirme Serai qui croit savoir que certains élus pêchent par ignorance de la loi. Ces réalités, certifie l'invité du forum, n'ont pas empêché les partis politiques de refaire les mêmes erreurs : les listes sont une fois de plus truffées de candidats sans compétences particulières en matière de gestion.

Pour en finir avec ce cercle vicieux, Malek Serai donne un aperçu de ce que devrait être une bonne équipe à la tête d'une commune. Une équipe qu'il imagine pluridisciplinaire avec des spécialistes en matière d'aménagement du territoire, d'architecture, de santé, d'environnement scolaire et d'agronomes. A bon entendeur...

N. I.

**HOCINE ABDELKHALEK, AMBASSADEUR DE LA PALESTINE, À ALGER :**  
**«Nous nous battons jusqu'au bout»**

L'ambassadeur de la Palestine à Alger, Hocine Abdelkhalek, a souligné hier au Centre de presse d'Ech-chaab où il a animé une conférence intitulée «le 24<sup>e</sup> anniversaire de la proclamation, à Alger, de l'Etat indépendant de la Palestine», que l'Autorité palestinienne se «battra jusqu'au bout pour que l'Organisation des Nations unies donne à la Palestine le statut d'Etat non-membre». De même qu'il a insisté sur le fait que l'Autorité palestinienne continue-

ra à le réclamer «quel que soit le résultat du vote, le 29 décembre prochain». L'Autorité palestinienne mène, en effet, une bataille diplomatique pour convaincre la communauté internationale du bien-fondé de sa demande. Une reconnaissance considérée par les Palestiniens comme la seule façon de préserver une solution à deux Etats, israélien et palestinien. Rappelons que Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne, a eu déjà à introduire, il y a

une année, une demande d'admission de la Palestine comme membre à part entière à l'ONU, chose qui a été impossible à obtenir d'un Conseil de sécurité divisé, ou plutôt acquis à la cause d'Israël. Il convient enfin de noter que la proclamation de l'Etat indépendant de la Palestine a eu lieu à Alger, le 15 novembre 1988 lors du 19<sup>e</sup> Conseil national palestinien mais n'a pas été reconnue par l'ONU.

L. H.